

MOUVEMENT SOCIALISTE MONDIAL

Les
PRINCIPES du
SOCIALISME
expliqués



MOUVEMENT SOCIALISTE MONDIAL

OBJET

L'établissement d'un système de société basé sur la propriété commune et le contrôle démocratique des moyens et instruments de production et de distribution par et dans l'intérêt de la communauté tout entière.

DÉCLARATION DE PRINCIPES

Le Mouvement Socialiste Mondial affirme :

1. Que la société telle qu'elle est actuellement constituée est fondée sur la possession des moyens d'existence (terre, usines, chemins de fer, etc.) par la classe capitaliste ou dominante qui tient ainsi asservie la classe travailleuse, dont le travail seul produit toutes les richesses.
2. Qu'il en résulte dans la société un conflit d'intérêts qui se manifeste par une lutte de classes entre ceux qui possèdent mais ne produisent pas et ceux qui produisent mais ne possèdent pas.
3. Que cet antagonisme ne peut être aboli que par l'émancipation de la classe travailleuse de la domination de la classe dominante, et ce, par la conversion en propriété commune de la société des moyens de production et de distribution et leur contrôle démocratique par la population tout entière.
4. Que puisque, dans l'ordre de l'évolution sociale, la classe travailleuse est la dernière classe à gagner sa liberté, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité tout entière, sans distinction de race ou de sexe.
5. Que cette émancipation doit être l'œuvre de la classe travailleuse elle-même.
6. Que, puisque la machine gouvernementale, y compris les forces armées de la nation, n'existe que pour conserver le monopole de la classe capitaliste sur les richesses enlevées aux travailleurs, la classe travailleuse doit s'organiser consciemment et politiquement en vue de la conquête des pouvoirs gouvernementaux, tant nationaux que locaux, afin que cette machine, forces armées comprises, puisse être convertie d'un instrument d'oppression en l'agent d'émancipation et d'abolition des privilèges, aristocratiques et ploutocratiques.
7. Que puisque tous les partis politiques ne sont que l'expression d'intérêts de classe, et étant donné que l'intérêt de la classe travailleuse est diamétralement opposé aux intérêts de toutes les sections de la classe dominante, le parti qui a pour but l'émancipation de la classe travailleuse doit s'opposer à tout autre parti.
8. Un Parti Socialiste authentique doit donc entrer dans le champ de l'action politique, déterminé à mener la lutte contre tous les autres partis politiques, qu'ils prétendent agir au nom des travailleurs ou qu'ils soient ouvertement capitalistes, et lance un appel aux membres de la classe travailleuse de ce pays pour qu'ils se groupent sous sa bannière dans le but de mettre rapidement un terme au système qui les prive des fruits de leur travail et afin que la pauvreté cède la place au bien-être, le privilège à l'égalité et l'asservissement à la liberté.

Préface

La base du *Mouvement Socialiste Mondial* (MSM) est l'OBJET et la DÉCLARATION DE PRINCIPES : il est demandé aux candidats à l'adhésion d'en indiquer leur acceptation. C'est plus qu'une déclaration formelle et les candidats doivent montrer qu'ils comprennent les implications de ce qu'ils signent.

Le but de cette brochure est de fournir, sous une forme commode, une introduction brève et simple à l'OBJET et à chacune des huit clauses de la DÉCLARATION, même si nous devons insister sur le fait que la DÉCLARATION doit être considérée dans son ensemble. Le lecteur de la brochure remarquera un certain nombre de répétitions dans les différentes sections. Nous avons souhaité répéter certaines affirmations là où nous l'avons estimé approprié dans le but de rendre notre position tout à fait claire.

Nous invitons instamment les lecteurs à lire nos autres publications pour un traitement plus complet de certaines questions.

—MOUVEMENT SOCIALISTE MONDIAL

Pour que tous connaissent exactement ce que nous représentons, et pour éviter tout malentendu et toute confusion entre notre clair engagement socialiste et les déclarations trompeuses de la "gauche", nous présentons ce bref résumé de notre Objet et de notre Déclaration de Principes, confiants dans le fait qu'il est tout à fait à la portée de n'importe quel travailleur qui le lise de manière intelligente et sans préjugé.

Nous recommandons particulièrement sa lecture à ceux qui envisagent de devenir membres. Pour eux, il est une lecture essentielle. Une connaissance approfondie de la brochure leur permettra de prendre place avec confiance comme camarades dans les rangs de ceux qui œuvrent pour le Socialisme.

L'objet du Mouvement Socialiste Mondial

L'établissement d'un système de société basé sur la propriété commune et le contrôle démocratique des moyens et instruments de production et de distribution par et dans l'intérêt de la communauté tout entière.

Un système de société fait référence à la somme totale des relations humaines dans un cadre social donné et est destiné à nous distinguer de ceux qui cherchent à organiser des colonies coopératives, des îles dans la mer du capitalisme. Le socialisme n'est pas une colonie, pas plus qu'un kibboutz, mais un *système de société* au sens où le capitalisme, le féodalisme et la société esclavagiste antique doivent tous être caractérisés comme des systèmes de société.

L'expression *propriété commune* ne doit pas être confondue avec des phénomènes tels que la *propriété d'État*, ou *propriété « publique »*, expressions utilisées sous le capitalisme pour désigner une possession plus directe de certaines industries par la classe capitaliste dans son ensemble. La *propriété commune* implique l'absence de possession et nous spécifions que cette propriété commune doit s'appliquer aux moyens et instruments de production et de distribution des richesses. Nous ne parlons pas ici des possessions personnelles de chacun ainsi que certains opposants à notre cause peu perspicaces se plaisent à insinuer. Le *contrôle démocratique* devrait parler de lui-même mais on peut néanmoins préciser que dans une société dans laquelle les moyens et instruments de production des richesses sont possédés en commun, il est difficile de concevoir un contrôle autre que démocratique.

De façon à écarter toute possibilité de malentendu, il est nécessaire d'indiquer quelques-unes des conséquences de l'établissement d'un système de société socialiste tel que résumé ci-dessus. La production sera organisée uniquement et directement pour l'usage de l'ensemble de la population, sans opérations d'achat-vente, sans système de prix. La rente, l'intérêt et le profit, ainsi que le système du salariat, seront abolis. La production et la distribution seront réglées selon le principe socialiste : « De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ». Tous auront libre accès aux produits de la société.

Il n'y aura pas de division en classes, pas de classe travailleuse ou de classe possédante, et pas de syndicats non plus : il ne pourra y avoir de syndicats parce qu'il n'y aura pas de salaires sur lesquels marchander ni d'employeurs avec lesquels marchander. La société socialiste ne peut être que mondiale ; l'humanité ne sera pas séparée par des frontières nationales et aucune coercition ne lui sera imposée par les forces armées des États.

Confrontés à cette exposition de notre objectif socialiste, nos adversaires, y compris les membres des partis « socialistes » et travaillistes, certains desquels prétendent encore être socialistes, le rejettent comme irréaliste ou utopique. (Peut-être doit-on rappeler aux membres du *Parti Socialiste* que certains des fondateurs de ce parti, y compris Jean Jaurès, déclarèrent que c'était justement pour atteindre un tel système social qu'ils formèrent le *Parti Socialiste*, alors *Section Française de l'Internationale Ouvrière*).

Pourquoi maintenons-nous que l'établissement du Socialisme est un pas en avant nécessaire à la race humaine ?

Nos justifications sont de deux types. Premièrement, le capitalisme a développé les forces productives à un niveau tel que, pour la première fois, il rend possible le Socialisme.

Deuxièmement, nous signalons l'échec de tous les remèdes non socialistes à obtenir un quelconque résultat qui en vaille la peine. Au cours des cent dernières années, les gouvernements « socialistes », travaillistes, libéraux, conservateurs, démocrates et républicains n'ont cessé de promettre d'éliminer la pauvreté, de mettre fin aux crises et au chômage, et de sauver le monde de la guerre – tout cela dans le cadre du système capitaliste. Mais nous avons eu du capitalisme avec du libre échange et du protectionnisme, du capitalisme avec les colonies françaises et l'Empire britannique et sans eux, du capitalisme avec et sans inflation. Et finalement, nous constatons qu'aucun de nos problèmes fondamentaux n'a été résolu.

A moins que le Socialisme ne soit établi par la classe travailleuse, nous serons confrontés à la répétition infinie de toutes les misères passées. Aucun des autres partis politiques n'a de solution à apporter.

Clause 1 : La base du capitalisme

Que la société telle qu'elle est actuellement constituée est fondée sur la possession des moyens d'existence (terre, usines, chemins de fer, etc.) par la classe capitaliste ou dominante qui tient ainsi asservie la classe travailleuse, dont le travail seul produit toutes les richesses.

Ce principe se rapporte à la position de la classe travailleuse dans la société capitaliste, et à ses relations avec la classe possédante.

Une société est un ensemble d'individus vivant ensemble et ayant des relations entre eux dans les activités quotidiennes de l'existence. La somme totale de ces relations forme le *système* dans lequel les gens vivent – le système social ou système de société. Il y a eu par le passé des systèmes basés sur la parenté, avec la propriété possédée en commun ; sur l'esclavage ; et sur le servage. Maintenant nous avons le capitalisme, dont la forme typique est représentée par la possession des moyens de production et de distribution par une petite classe propriétaire, les *capitalistes*, qui possèdent également les produits et les vendent pour réaliser un profit. Les salariés sont les employés de la classe possédante. Eux, et les personnes à leur charge, forment la grande majorité de la population et constituent la *classe travailleuse*.

Un rôle mineur dans la production et la distribution est joué par les employeurs individuels et les soi-disant « travailleurs indépendants », mais c'est principalement la classe travailleuse qui effectue toutes les tâches nécessaires au fonctionnement du capitalisme, y compris l'organisation, les inventions et découvertes, les opérations financières, l'administration, etc.

Contrairement à l'esclave ou au serf, le salarié est « libre » de chercher un emploi là où il le désire, mais en tant que classe, les travailleurs sont dans une position de sujétion dans la société, exploités dans le but de produire le profit de la classe possédante, et en butte aux chômage, à la pauvreté et à tous les autres maux de leur position de classe – ils sont des « esclaves salariés ».

Cette description des relations de classe du capitalisme est parfois critiquée en raison du fait que certains salariés perçoivent des revenus plus importants qu'un certain nombre de capitalistes ; autrement

dit, quelques individus disposent d'un haut revenu bien que non dérivé de la propriété, et certains autres, vivent entièrement de leur rente, de leur intérêt ou de leur profit, bien que détenant une propriété totale relativement petite et ayant un niveau de vie inférieur à celui de certains travailleurs. Même si ce chevauchement existe effectivement, il n'est d'aucune importance. Il ne change rien au fait qu'une petite minorité de gens possèdent la plus grande partie des richesses accumulées et que la grande majorité de ceux qui perçoivent de hauts revenus se trouvent parmi ceux qui possèdent des montants importants de capital.

Une autre objection est l'affirmation selon laquelle le capitalisme serait graduellement aboli par ce que l'on appelle la « propriété d'État », la « propriété publique » ou les « nationalisations ». Un examen plus attentif montre que c'est complètement sans fondement. La relation entre les travailleurs et l'État-patron ne diffère en aucune manière de celle existant entre les travailleurs et les employeurs du privé – ainsi qu'en témoignent les niveaux de salaires dans l'un et dans l'autre, les grèves, les fermetures d'usines, les licenciements et le chômage. Dans les entreprises d'État, tout comme dans les entreprises privées, le capital appartient à l'employeur, les produits sont vendus dans le but de faire du profit, et du point de vue des investisseurs, la seule différence significative est que ceux qui prêtent l'argent aux États (utilisé par ceux-ci pour financer les entreprises nationalisées) perçoivent des intérêts garantis sur leurs investissements sans aucune influence directe de leur part sur l'industrie concernée.

Depuis les débuts du capitalisme, les gouvernements ont essayé de résoudre certains des problèmes du système au moyen des nationalisations, ce que l'on appelle le *capitalisme d'État* : cela ne change pas la structure essentielle du système capitaliste.

Clause 2 : La lutte des classes

Qu'il en résulte dans la société un conflit d'intérêts qui se manifeste par une lutte de classes entre ceux qui possèdent mais ne produisent pas et ceux qui produisent mais ne possèdent pas.

Ce Principe découle de façon logique du précédent, puisque l'antagonisme fondamental d'intérêts ou *lutte des classes* entre la classe travailleuse et la classe capitaliste provient du fait que les moyens d'existence de la société sont possédés par une classe à l'exclusion du reste de la société. Pour vivre, les travailleurs doivent chercher un emploi fourni par les possédants et marchander avec eux les termes et les conditions de l'emploi. En termes économiques, les travailleurs sont les vendeurs de leurs énergies mentale et physique, leur « force de travail », que les employeurs achètent pour la journée, la semaine, ou le mois ; ou que les employeurs refusent d'acheter quand ils en décident ainsi.

Il est possible, de manière exceptionnelle, pour certains travailleurs de rejoindre les rangs de la classe capitaliste (en gagnant, par exemple, une somme d'argent importante à la loterie) mais une telle ascension est tout à fait au-delà des possibilités de la classe travailleuse dans son ensemble. Pour la grande majorité des travailleurs, les salaires sont engloutis dans les dépenses quotidiennes, et il ne reste aucun excédent à partir duquel ils puissent accumuler des sommes d'argent significatives qui leur servent de capital.

Une forme prise par l'antagonisme d'intérêts est la lutte incessante sur le montant des salaires, avec de périodiques grèves des travailleurs et lockouts des employeurs.

Les politiciens capitalistes et les partis politiques réformistes, tels que le Parti « socialiste » ou le Parti travailliste, nient l'existence de la lutte des classes ou bien la déplorent, la considérant comme une manifestation inutile de cupidité et d'égoïsme qui pourrait être éliminée « si chacun y mettait du sien ». Au cours de ses longues années de propagande en faveur des nationalisations, le Parti travailliste a affirmé qu'il ferait son possible pour que chacun y « mette du sien » parce que les travailleurs employés dans les industries nationalisées

penseraient qu'ils travaillent enfin pour eux-mêmes et non plus pour le profit. L'expérience a montré qu'il s'agit d'un vain espoir ainsi que ceux qui on élaboraient la déclaration des principes l'avaient prédit il y a cent ans.

Les employeurs et leurs agents font semblant d'ignorer l'existence des classes antagoniques et demandent aux travailleurs de s'engager dans une coopération harmonieuse avec leur employeur dans l'intérêt de « leur » entreprise ou avec le gouvernement dans l'intérêt de « la nation », en particulier en temps de guerre. Le Parti « socialiste » et les syndicats se sont joints à de telles campagnes. Quelquefois, l'appel a eu du succès pendant un certain temps, mais, toujours, l'insatiable antagonisme des intérêts de classe opposés brise l'harmonie. Il ne peut y avoir la moindre base solide pour la réconciliation entre classes exploitées et exploiteuses. Ce principe exprime le fait que les capitalistes vivent sur le dos des travailleurs.

La maturité croissante de la classe travailleuse finira par lui faire reconnaître que les travailleurs de tous les pays ont un intérêt mutuel contre le capitalisme et en faveur du Socialisme.

Clause 3 : L'émancipation de la classe travailleuse

Que cet antagonisme ne peut être aboli que par l'émancipation de la classe travailleuse de la domination de la classe dominante, et ce, par la conversion des moyens de production et de distribution en propriété commune de la société et leur contrôle démocratique par la population tout entière.

La première partie de ce Principe affirme qu'il n'y a aucun moyen d'échapper aux conséquences de cette division en classe dans le cadre du capitalisme. Des partis politiques tels que le *Parti « socialiste »* et le *Parti travailliste* (avec leurs partisans de leur camp, la « gauche ») sont tout aussi impuissants que la « droite », les conservateurs ou les libéraux à résoudre les problèmes de la classe travailleuse.

Les dirigeants des partis réformistes ont toujours cru que, grâce à leur supérieure perspicacité et à leur meilleure compréhension des nécessités des travailleurs, ils pourraient réformer le capitalisme et réussir là où les conservateurs et les libéraux ont échoué.

Il n'y a rien dans le bilan des gouvernements de gauche qui permette de justifier leur prétention selon laquelle ils peuvent mieux administrer le capitalisme qu'aucun autre gouvernement. Il n'y a pas non plus de raison de supposer autrement puisqu'il n'y a pas une seule politique des gouvernements conservateurs qui n'ait été suivie par des gouvernements de gauche à une époque ou à une autre.

Le second point abordé dans ce Principe est que l'abolition des antagonismes de classe requière l'émancipation de la classe travailleuse de la suprématie de la classe dominante. Avec la socialisation des moyens de production et de distribution, la division de la société en une classe possédante et une classe travailleuse cessera, et avec elle l'antagonisme entre ces deux classes.

La Clause postule également le contrôle démocratique par la population tout entière ; aucun autre contrôle n'est possible dans la société socialiste. Potentiellement, les instruments permettant d'exercer le contrôle démocratique existent déjà. Sauf dans les cas où les procédures démocratiques sont restreintes ou manipulées, il n'y a rien

d'intrinsèquement mauvais dans les institutions où les délégués se rassemblent pour parlementer (Parlements, congrès, diètes ou même les soi-disant soviets). Le problème aujourd'hui est que de telles assemblées sont contrôlées par la classe capitaliste. Éliminez la société de classe et les assemblées fonctionneront dans l'intérêt du peuple tout entier. Les socialistes préconisent la transformation de la machine d'État, de gouvernement ou de domination sur les personnes par une classe dominante en une administration des choses dans l'intérêt de toute l'humanité.

Clause 4 : L'humanité tout entière sans distinction de race ou de sexe

Que puisque, dans l'ordre de l'évolution sociale, la classe travailleuse est la dernière classe à gagner sa liberté, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité tout entière, sans distinction de race ou de sexe.

Le capitalisme n'a pas toujours existé ; au contraire, il est l'aboutissement d'un processus d'évolution sociale. Il y eut tout d'abord le communisme primitif dans lequel la propriété était commune ; il fut suivi par le type de société connu en Grèce et à Rome, basé sur la production esclavagiste, puis par la société féodale de laquelle émergea le capitalisme. Dans chacune des sociétés qui a suivi le communisme primitif a existé l'exploitation d'une classe par une autre, mais la forme de l'exploitation a changé. Le serf féodal n'était pas « possédé » comme l'avait été l'esclave avant lui, mais il était lié à la terre du seigneur et dans l'obligation de fournir un travail non payé sur la terre de ce seigneur tandis qu'il était libre de se maintenir par le travail qu'il effectuait sur la terre qui était sous son contrôle.

Toutes les révolutions passées, jusqu'à, et y compris, celle qui fit du capitalisme le système social dominant, créèrent une nouvelle classe exploiteuse : de nos jours, la classe capitaliste exploite les travailleurs.

C'est vrai qu'à côté de ces deux principales classes, il existe d'autres groupes, tels que les paysans et les « travailleurs indépendants », qui mènent une existence souvent précaire. Mais une fois que les moyens de production et de distribution seront possédés en commun par la société, il ne pourra y avoir de classe assujettie à exploiter. D'où, selon les termes de cette Clause, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité tout entière, qui plus est « sans distinction de race ou de sexe ».

L'évolution des sociétés basées sur la propriété atteint ses limites avec l'avènement du capitalisme. L'établissement du Socialisme et, avec lui, la fin de l'exploitation, correspond au commencement d'une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité. La classe travailleuse sera

par conséquent la dernière classe exploitée à réaliser son émancipation.

Clause 5 : Pas avec des dirigeants

Que cette émancipation doit être l'œuvre de la classe travailleuse elle-même.

Il est évident que la classe travailleuse, en tant que classe exploitée, a un intérêt à accomplir son émancipation, et il est non moins évident que les capitalistes, en tant que classe, n'ont pas un tel intérêt, qu'ils sont même obligés de réagir contre elle-même si, ainsi que le fit remarquer Marx, certains individus éclairés d'une classe dominante peuvent se rallier à un mouvement révolutionnaire.

La question se pose, cependant, de savoir si la classe travailleuse peut laisser la réalisation de son émancipation à des dirigeants. Tous les autres partis politiques, y compris ceux qui s'affirment socialistes, acceptent le principe du *leadership*. Les disciples de Lénine, par exemple, souscrivent à la vue fallacieuse selon laquelle le Socialisme peut être réalisé par un leadership éduqué, une élite composée de révolutionnaires professionnels issus de l' « intelligentsia », menant une masse de partisans.

Le *Mouvement Socialiste Mondial* rejette complètement le concept de leadership. Le mouvement qui sera capable d'établir le Socialisme a un besoin absolu de membres conscients et sûrs d'eux. Même si nous pouvions concevoir une classe travailleuse, suivant aveuglément un dirigeant, et prenant le pouvoir des mains de la classe capitaliste, une classe aussi immature serait impuissante à prendre les responsabilités de la société socialiste démocratique. Le Socialisme ne peut être imposé d'en haut.

Ce point fut abordé par Friedrich Engels, l'ami de longue date de Marx et son compagnon dans la lutte pour le Socialisme :*

Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que

*Friedrich ENGELS, Introduction (1895) à Karl MARX, *La lutte de classes en France, 1848-1850* (1850), in *Archives Internet des Marxistes*, <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1850/03/km18500301.htm>.

les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). Voilà ce que nous a appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, un travail long, persévérant est nécessaire. . .

Clause 6 : La voie politique au Socialisme

Que, puisque la machine gouvernementale, y compris les forces armées de la nation, n'existe que pour conserver le monopole de la classe capitaliste sur les richesses enlevées aux travailleurs, la classe travailleuse doit s'organiser consciemment et politiquement en vue de la conquête des pouvoirs gouvernementaux, tant nationaux que locaux, afin que cette machine, forces armées comprises, puisse être convertie d'un instrument d'oppression en l'agent d'émancipation et d'abolition des privilèges, aristocratiques et ploutocratiques.

Ce principe du *Mouvement Socialiste Mondial* est soumis à des attaques venant de plusieurs directions ; de la part de ceux qui nient que l'appareil d'État existe dans le but qui y est affirmé ; de la part de ceux qui nient que la classe travailleuse doit s'organiser « consciemment et politiquement » ; de la part de ceux qui nient que la classe travailleuse puisse ou doive s'emparer du contrôle de la machine gouvernementale existante ; et de la part de ceux qui nient qu'elle puisse être convertie d'un instrument d'oppression en l'agent d'émancipation.

L'appareil d'État consiste en les organismes chargés de voter les lois et ceux chargés de les faire respecter, du Parlement, des services administratifs et fiscaux, des tribunaux, de la police et des forces armées et de l'ensemble des administrations publiques, nationales, régionales, départementales et communales.

Peut-on réellement affirmer que cet appareil n'existe que pour conserver le monopole de la classe capitaliste sur les richesses enlevées aux travailleurs ? Les critiques affirment que la plus grande partie de l'activité de l'État (par exemple, l'éducation, la sécurité sociale, la santé et les lois de protection sociale) n'ont rien à voir avec la protection de la propriété capitaliste ; que le travailleur aussi bien que le capitaliste peut invoquer la protection de la loi ; et que les forces armées protègent l'ensemble de la nation, et pas seulement les capitalistes. Ces critiques n'ont pas compris la déclaration. Elle ne concerne pas la multiplicité des fonctions exercées incidemment par les gouvernements mais la raison pour laquelle l'appareil d'État, y

compris les forces armées, *existe*. Ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer, c'est la classe travailleuse qui produit les richesses et c'est son travail qui a permis l'importante accumulation de richesses représentée dans les moyens de production et de distribution, mais elle ne possède pas les richesses produites ou les moyens de production et de distribution de ces richesses. Une classe travailleuse qui produit mais ne possède pas est rendue possible par le contrôle qu'exercent les capitalistes sur l'appareil d'État, y compris les forces armées.

Les autres fonctions menées par les gouvernements proviennent de la nécessité de traiter les problèmes créés par le capitalisme, et d'une manière générale, de faire en sorte que le système opère avec le moins de perturbations possibles.

Les forces armées sont là pour épauler l'application des lois capitalistes, par-dessus tout, les lois qui protègent les droits de propriété, et pour protéger le capitalisme national contre les empiètements et les attaques des groupes capitalistes étrangers.

Ensuite vient la référence à la nécessité pour la classe travailleuse de « s'organiser consciemment et politiquement ». Une importance particulière est donnée au terme « consciemment ». Cela ne sert à rien de s'organiser politiquement si la base et l'objectif de l'organisation politique, comme c'est le cas du Parti « socialiste », est d'essayer d'administrer différemment le capitalisme et de « l'améliorer » par des réformes. L'organisation politique requise pour établir le Socialisme doit être composée d'individus qui comprennent parfaitement l'objet pour lequel ils s'organisent, et ce que signifie le Socialisme.

D'autres critiques soutiennent que l'organisation et l'action politiques ne sont pas nécessaires ou qu'elles sont en fait nuisibles. Ils placent tous leurs espoirs dans l'organisation économique, soit dans les syndicats actuels soit dans des syndicats organisés différemment. C'est un vain espoir. En effet, quelle que soit l'efficacité des syndicats dans les négociations portant sur les salaires et les conditions de travail pour protéger le niveau de vie des travailleurs, ils ne fonctionnent que dans le cadre du système capitaliste. La grande majorité des syndicalistes accepte la continuation du capitalisme avec ses relations salariales entre employeurs et employés ; ils ne comprennent ni ne désirent le Socialisme. Par conséquent, tandis que dans leurs activités habituelles, les membres des syndicats sont en conflit avec les employeurs et en viennent périodiquement à une confrontation directe avec l'État capitaliste, en tant que non socialistes, ils continuent à voter pour des partis capitalistes (y compris le Parti « socialiste ») pour le contrôle de l'appareil d'État, un contrôle qui est alors utilisé

par le gouvernement contre les travailleurs qui l'ont porté au pouvoir.

Une partie de la critique de l'action politique naît des désillusions causées par les gouvernements « socialistes ». Cela ne prouve pas que l'argument socialiste en faveur de l'action politique est faux, sinon qu'il est futile d'élire des partis voués à la perpétuation du capitalisme.

Certains partisans de l'action économique (les anarchistes, les syndicalistes révolutionnaires, etc.) prônent la grève générale dans le but de paralyser le capitalisme, ou préconisent des conseils ouvriers pour s'emparer des usines, etc. Il est tout à fait possible pour beaucoup de travailleurs, quand leurs conditions sont exceptionnellement dures d'être poussés à exiger des améliorations par de telles actions. Et alors ? Une fois qu'ils auront plongé le pays dans le chaos ou perturbé le processus normal de la production et du commerce capitalistes (augmentant d'ailleurs par là les épreuves subies par les travailleurs), quelle sera la prochaine étape ? Ils devront encore avoir affaire avec ceux qui ont le contrôle de l'appareil d'État, forces armées comprises. Ceux-ci pourront décider de « se bagarrer » jusqu'au bout ; ou de faire les concessions suffisantes pour calmer les esprits ; dans n'importe lequel de ces deux cas, ce sera l'effondrement. En effet, il ne faut pas l'oublier, il ne s'agit pas ici d'une classe travailleuse socialiste exigeant le Socialisme, mais d'une classe travailleuse majoritairement non socialiste satisfaite de continuer avec le capitalisme à la condition qu'une caractéristique particulièrement pénible soit provisoirement éliminée. Le remplacement du capitalisme par le Socialisme n'est même pas pris en considération dans ce cas de figure ; des travailleurs qui ne votent pas en faveur du Socialisme ne feront certainement pas grève pour lui.

Il y a ceux qui incitent les travailleurs à utiliser la force physique contre le pouvoir d'État, à combattre la police et les forces armées, à essayer de convaincre les soldats de prendre leur parti, en résumé, à rechercher le pouvoir à travers une guerre civile. Celle-ci est la voie la plus sûre vers un bain de sang. Elle ne peut en aucun cas mener au Socialisme, puisque celui-ci présuppose une classe travailleuse majoritairement socialiste. Les inconscients qui prônent la guerre civile ne le font que parce qu'ils désespèrent de gagner les travailleurs à leur cause, ou parce qu'ils sont des élitistes qui pensent qu'une classe travailleuse non socialiste peut être menée docilement ou par la force au Socialisme.

Ceci nous amène à parler de ceux qui affirment que si la classe travailleuse était socialiste et élisait des délégués socialistes au Par-

lement, etc., ce serait complètement inutile parce que les défenseurs du capitalisme refuseraient de se plier à la nouvelle situation. Ces critiques proposent d'apporter des « preuves » pour justifier leur argumentation – des preuves qui n'ont absolument aucun rapport avec la question. Ils citent des événements destinés à montrer que ce qu'ils ont à l'esprit est déjà arrivé, alors que, de toute évidence, les conditions requises pour l'établissement du Socialisme n'ont jamais été réunies nulle part. Il n'y a jamais eu de classe travailleuse socialiste, consciemment et politiquement organisée, exigeant unitairement la fin du capitalisme et l'établissement du Socialisme.

Quand ces conditions requises du Socialisme existeront vraiment, comment les capitalistes pourraient-ils s'y opposer ? Les socialistes seront majoritaires dans les usines, dans les syndicats et à travers l'organisation de la production, de la distribution et des communications, ainsi que dans les administrations publiques et territoriales, y compris la police et les forces armées. Comment ceux qui appelleront au maintien du capitalisme pourront-ils mener leur tâche à bien ? Sans un soutien considérable de la classe travailleuse, les capitaines de l'industrie et les politiciens seront des généraux sans armée. Nous concédons qu'il pourrait y avoir une minorité de travailleurs pas encore convaincue de la faisabilité du Socialisme, ou qui n'en auront rien à faire de la politique, mais de là à supposer qu'ils seront prêts à ou capables de s'organiser activement pour résister par la force à la volonté de la grande majorité, cela ne vaut même pas la peine de l'envisager sérieusement.

Enfin, il y a le problème de la transformation de l'instrument d'oppression en agent d'émancipation. Ceci est une question d'une simplicité enfantine. Il faut qu'une classe travailleuse socialiste s'empare du contrôle politique, mais uniquement dans le but de déposséder la classe capitaliste et d'ouvrir la voie à la communauté dans son ensemble pour que celle-ci prenne en mains les moyens de production et de distribution et les utilise démocratiquement dans l'intérêt général. L'État, avec toute sa machinerie coercitive, sera démantelé puisque sa fonction – de gardien de la propriété privée – aura disparu. Une nouvelle administration basée sur les nouvelles conditions sociales sera mise en place de manière démocratique.

Clause 7 : Opposition aux autres partis politiques

Que puisque tous les partis politiques ne sont que l'expression d'intérêts de classe, et étant donné que l'intérêt de la classe travailleuse est diamétralement opposé aux intérêts de toutes les sections de la classe dominante, le parti qui a pour but l'émancipation de la classe travailleuse doit s'opposer à tout autre parti.

Cette clause empêche le *Mouvement Socialiste Mondial* ou ses membres d'appartenir à ou de soutenir d'autres partis politiques. Beaucoup de ceux qui pensent que, d'une manière générale, ils sympathisent avec notre cause, trouvent cela difficile à accepter. Ils demandent : Pourquoi ne vous joignez-vous pas à d'autres partis socialistes ? Pourquoi ne soutenez-vous pas des campagnes en faveur de réformes ?

La principale raison pour laquelle cette Clause fut incluse était que notre objectif n'est pas le même que celui des autres partis se prétendant socialistes, dont les buts sont complètement incompatibles avec les nôtres. Le Socialisme n'est pas compatible avec les tentatives faites pour administrer le capitalisme ou pour l'améliorer par des réformes. Les nationalisations ne sont absolument d'aucune utilité pour la classe travailleuse et n'ont rien à voir avec le Socialisme. Même si toutes les industries étaient nationalisées, cela laisserait le capitalisme intact et ne nous aurait pas rapproché du Socialisme.

En effet, si le MSM travaillait avec des partis non socialistes, cela créerait de la confusion et rendrait plus difficile pour les travailleurs la compréhension de la cause socialiste. Ce dont chaque travailleur a besoin est de faire le choix crucial entre le capitalisme et le Socialisme, de rejeter l'un et de soutenir l'autre. Pour cela, la plus grande clarté est requise, et non pas la confusion qui suivrait inévitablement toute association avec ceux qui prétendent soutenir le Socialisme mais qui, dans les faits, sont ses ennemis.

Clause 8 : Pour en finir rapidement avec le capitalisme

Un Parti Socialiste authentique doit donc entrer dans le champ de l'action politique, déterminé à mener la lutte contre tous les autres partis politiques, qu'ils prétendent agir au nom des travailleurs ou qu'ils soient ouvertement capitalistes, et lance un appel aux membres de la classe travailleuse de ce pays pour qu'ils se groupent sous sa bannière dans le but de mettre rapidement un terme au système qui les prive des fruits de leur travail et afin que la pauvreté cède la place au bien-être, le privilège à l'égalité et l'asservissement à la liberté.

La signification de cette Clause finale apparaît clairement dans tout ce qui a été dit auparavant. Dans la mesure de ses ressources, le *Mouvement Socialiste Mondial* essaie de diffuser la connaissance du système capitaliste et de la cause du Socialisme. Il ne participera aux élections parlementaires et locales que sur la base de la revendication de l'abolition du capitalisme et de l'établissement du socialisme. Notre travail implique nécessairement de combattre la propagande, non seulement des partis ouvertement capitalistes, la « droite » en France, les conservateurs et les libéraux en Grande-Bretagne et au Canada, les républicains et les démocrates aux États-Unis, etc., mais aussi celle du *Parti « socialiste »* et du *Parti travailliste*, ainsi que celle des soi-disant partis « de gauche » qui, tout en dénonçant les Partis « socialiste » ou travailliste, conseillent aux travailleurs de voter pour eux aux élections. Nous nous opposons aux buts non socialistes de tous ces partis, de même qu'à leur position en faveur de la guerre, et aux politiques suicidaires de violence préconisées par certains d'entre eux.

Notre message à la classe travailleuse est que son besoin immédiat est l'établissement le plus rapidement possible du Socialisme, par la voie démocratique tracée dans ces Principes.

Table des matières

Préface	3
L'objet du Mouvement Socialiste Mondial	4
Clause 1 : La base du capitalisme	6
Clause 2 : La lutte des classes	8
Clause 3 : L'émancipation de la classe travailleuse	10
Clause 4 : L'humanité tout entière sans distinction de race ou de sexe	12
Clause 5 : Pas avec des dirigeants	14
Clause 6 : La voie politique au Socialisme	16
Clause 7 : Opposition aux autres partis politiques	20
Clause 8 : Pour en finir rapidement avec le capitalisme	21

MOUVEMENT SOCIALISTE MONDIAL

PARTIS FRÈRES

Parti socialiste du Canada /

Socialist Party of Canada

CP 4280

Victoria, BC V8X 3X8

Canada

<http://www.worldsocialism.org/canada/>

spc@worldsocialism.org

World Socialist Party of Australia

P.O. Box 1266

North Richmond, VIC 3121

Australie

World Socialist Party (New Zealand)

P.O. Box 1929

Auckland, NI

Nouvelle-Zélande

Socialist Party of Great Britain

52 Clapham High Street

London

SW4 7UN

Grande-Bretagne

Tel : +44 20 7622 3811

<http://www.worldsocialism.org/spgb/>

spgb@worldsocialism.org

World Socialist Party of the United States

P.O. Box 440247

Boston, MA 02144

États-Unis d'Amérique

<http://www.worldsocialism.org/usa/>

wspusa@worldsocialism.org

CONTACTS INTERNATIONAUX

Allemagne

Norbert, weltsozialismus@gmx.net

Belgique

martyn.dunmore@pandora.be

Danemark

Graham Taylor, grahamt@sol.dk

Gambie

World of Free Access, c/o The Socialist Party

of Great Britain, wfa70@hotmail.com

Inde

World Socialist Group, Vill Gobarahanpur,

P.O. Amral, Dist. Bankura, 722122

Italie

Gian Maria Freddi, Casella Postale n. 7,

c/o Ag. PT VR 32, 37131 Verona,

gm.freddi@libero.it

Japon

Michael, worldsocialismjapan@hotmail.com

Kenya

Patrick Ndege, P.O. Box 56428, Nairobi

Norvège

Robert Stafford, hallblithe@yahoo.com

Suède

Dag Nilsson, Bergsbrunna villaväg 3B,

S-752 56, Uppsala

Swaziland

Mandla Ntshakala, P.O. Box 981, Manzini

Zambie

Marxist Education Group of Zambia,

zambia@worldsocialism.org

LITTÉRATURE SOCIALISTE

Pour le socialisme mondial €3,00 / £2,00

Une introduction générale au capitalisme et au socialisme. Les matières incluent : le capitalisme, Marx et le socialisme, la futilité du réformisme, les syndicats, le soi-disant Parti communiste et le mythe du socialisme en Russie, les pays sous-développés, la guerre, et l'établissement du socialisme.

F. Engels sur l'abolition du salariat :

Articles du *Labour Standard*, 1881 €1,50 / £1,00

Ces quatre articles de Friedrich Engels, ayant trait au système du salariat et aux syndicats, donnent une explication très claire de la façon dont la classe salariée est exploitée à travers le salariat et de l'utilité et des limites de l'organisation et de l'action syndicale.

Manifeste de la Socialist League €1,50 / £1,00

Pour s'opposer à l'orientation réformiste de la Social Democratic Federation anglaise un groupe de militants fonde, en 1884, la Socialist League. William Morris en rédige le Manifeste qui met l'accent sur l'« éducation » de la classe ouvrière dans l'esprit du socialisme authentique.

Socialisme Mondial N° 30 :

Le socialisme et l'écologie €2,75 / £1,75

Une étude du problème des rapports de la société à la nature. Les matières incluent : méthodes de production destructives, le rôle de la science, conservation des ressources, et le capitalisme et la faim. (Mars 1987)

Socialisme Mondial :

La gauche au pouvoir en France –

pourquoi elle devait échouer €2,25 / £1,50

Chronique d'un échec : le PS (et PC) au pouvoir. (Février 1986)

Port pour toutes destinations en Europe compris.

Édition :

Socialist Party of Great Britain
52 Clapham High Street
London SW4 7UN, Grande-Bretagne
Tel : +44 20 7622 3811
<http://www.worldsocialism.org/spgb/>
spgb@worldsocialism.org

ISBN 978-0-9544733-2-7



9 780954 473327 >

PRIX : €1,50 / £1,00

(Ajoutez €1,50 / £1,00 pour les ventes par correspondance.)